

Les obstacles à la formation en agriculture au Burkina Faso : Ce qu'en pensent les acteurs

POUDIOUGO W. Désiré

Maître de Recherche à l'Institut des Sciences des Sociétés

desirepoudiougou@yahoo.com

1. Introduction

Dans un contexte marqué par la croissance démographique, les effets du changement climatique et la persistance de la pauvreté en milieu rural, l'agriculture demeure un secteur stratégique pour le développement économique et social du Burkina Faso. Elle mobilise une part importante de la population active et constitue, pour de nombreux ménages, la principale source de subsistance ; ce qui fait de la formation en agriculture, un pilier important du développement des compétences. De ce fait, l'approche par compétences qui considère la compétence comme la capacité à mobiliser de manière intégrée des savoirs, des savoir-faire et des attitudes pour faire face à des situations professionnelles complexes (Le Boterf, 2018 ; Perrenoud, 2004) pourrait être appliquée à l'agriculture. Cette conception met en évidence le fait que la formation ne se limite pas à la transmission de techniques, mais doit viser la professionnalisation des acteurs, leur autonomie décisionnelle et leur capacité d'adaptation face à des contextes productifs instables.

Au Burkina Faso, plusieurs dispositifs de formation agricole ont été mis en place par l'État, les structures de formation professionnelle, les projets de développement, les organisations non gouvernementales et les partenaires techniques et financiers. Ces dispositifs s'inscrivent, pour la plupart, dans des logiques de renforcement des capacités techniques et d'insertion socioéconomique. Toutefois, comme le soulignent les théories de l'apprentissage expérientiel (Kolb, 1984) et de la professionnalisation par l'alternance (Wittorski, 2008), le développement effectif des compétences dépend étroitement de l'articulation entre apports théoriques, mises en pratique, stages et retour réflexif sur l'action. Or, dans de nombreux contextes de formation agricole, cette articulation demeure fragile, ce qui interroge la portée réelle des dispositifs existants. Par ailleurs, les travaux sur le transfert des apprentissages montrent que les compétences acquises en formation ne sont pas automatiquement réinvesties dans les pratiques professionnelles (Tardif, 1999 ; Perrenoud, 1997). C'est dans ce contexte que le point de vue des acteurs impliqués dans la formation agricole constitue une entrée analytique particulièrement pertinente. Cette recherche analyse le point de vue des différents acteurs sur les difficultés des dispositifs de formation agricole au Burkina Faso.

1. Méthodologie

L'étude s'inscrit dans une approche qualitative, à visée exploratoire et analytique. Cette orientation méthodologique a permis d'appréhender en profondeur les perceptions, les

Le journal de la culture et des sciences

expériences, les pratiques et les attentes des acteurs impliqués dans la formation professionnelle, notamment dans le secteur agricole. Elle a été menée dans la ville de Ouagadougou, capitale du Burkina Faso. Le choix de ce site se justifie par la forte concentration, dans cette ville, d'institutions nationales intervenant dans les domaines de l'agriculture, de la recherche scientifique et de la formation professionnelle.

La population d'étude est constituée d'un échantillon de trente (45) personnes, choisis selon des profils variés afin de couvrir la diversité des points de vue. Cet échantillon comprend dix (6) chercheurs spécialisés en agriculture, douze (16) personnes ayant bénéficié de formations en agriculture, ainsi que douze (12) cadres du Ministère de l'Agriculture. La technique d'échantillonnage retenue est le choix raisonné, couramment mobilisé en recherche qualitative.

Afin de compléter les entretiens individuels et d'enrichir la compréhension des enjeux, un atelier de réflexion a été organisé au Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST) avec dix (11) spécialistes des domaines de l'agriculture. Cet atelier visait à recueillir le point de vue d'experts sur les bonnes pratiques en matière de formation professionnelle en agriculture, à discuter des principales contraintes observées, et à formuler des pistes d'amélioration concrètes. Ce dispositif méthodologique a permis de croiser les expériences d'acteurs institutionnels, de chercheurs, de praticiens de la formation et de bénéficiaires, offrant ainsi une lecture plurielle et complémentaire des réalités étudiées.

2. Résultats de la recherche

Le Burkina Faso fait face à d'énormes défis dans la formation en agriculture. En effet, les défis sont d'ordre structurels, logistiques et organisationnels. Ce qui met en mal la qualité des compétences acquises par les jeunes et même des producteurs agricoles. Toutes ces difficultés ne laissent pas indifférents les bénéficiaires directs des formations ainsi que les acteurs institutionnels chargés de la vulgarisation agricole.

Tout d'abord, l'équipement des jeunes sortis des Centres de Promotion Rurales constitue l'une des principales difficultés. Malgré l'accompagnement avec un kit d'installation selon le projet de chaque bénéficiaire, nombreux sont ceux-là qui dénoncent une inconformité entre les outils fournis et les besoins réels. Un acteur laisse entendre les propos suivants :

Les jeunes sortis des CPR ne sont pas suffisamment équipés avec un matériel adéquat. Il est vrai que chaque jeune bénéficie d'un kit d'installation selon le type de projet. Mais beaucoup se plaignent car les kits d'installation reçus ne sont pas en adéquation avec leur projet d'installation ; pire, les kits reçus sont soit de mauvaise qualité soit défectueux. (Entretien du 17 avril 2025).

Ce déséquilibre entre les outils et les projets des jeunes constitue un véritable obstacle dans la mise en œuvre des compétences acquises et d'emblée ne favorise pas le développement de compétences techniques.

Ensuite, l'accès à l'information et aux innovations agricoles reste limité. Les producteurs ne savent pas très souvent qu'il existe de nouvelles variétés végétales du fait de manque de formation continue et du désintérêt croissant des formateurs. Un autre acteur renchérit en ces

Le journal de la culture et des sciences

mots : « Les producteurs ignorent souvent les nouvelles variétés qui existent, il n'y a pas suffisamment de formation, motivation des formateurs. Et c'est une des difficultés pour aller de l'avant » (entretien du 17 avril, 2025). La réticence de certains agriculteurs à adopter les variétés améliorées qui se manifeste par leur conservatisme aggrave la situation. Ceux-ci préfèrent donc les variétés traditionnelles : « Il y a certains producteurs qui ont du mal à accepter les nouvelles variétés et préfèrent toujours les variétés traditionnelles » (entretien du 17 avril, 2025).

L'environnement infrastructurel constitue aussi un obstacle majeur. De nombreuses localités manquent d'infrastructures appropriées pour la mise en œuvre de techniques modernes et pour la vulgarisation des résultats de la recherche. Un acteur souligne que « Il n'y a souvent pas d'infrastructure adéquat pour la mise en place de certaines techniques et faire de sorte que certains résultats de la recherche soient mieux vulgarisés » (Entretien du 19 avril 2025).

Le système éducatif agricole burkinabè est également confronté à la question des stages pratiques. Les étudiants en agriculture se retrouvent sans maîtres de stage, de lieux adéquats pour les stages, ainsi que de l'absence de suivi. Cet état de fait compromet la qualité de l'apprentissage pratique :

Nous les étudiants, nous sommes souvent confrontés à un manque de maître de stage et de lieu de stage. Il n'y a souvent pas de suivi. Il n'y a pas assez de matériel et d'infrastructure pour la pratique. Vous êtes étudiant en agriculture et tu fais un stage par exemple chez un sociologue, c'est très difficile de s'en sortir en pareille situation (entretien du 19 avril 2025).

Par ailleurs les défauts de fonctionnement dans la communication entre l'administration des écoles et les enseignants sont relevés comme une faiblesse du système. Ce manque de dialogue endigue une meilleure adaptation des contenus pédagogiques aux réalités du terrain :

Il faut aussi noter un problème de communication entre l'administration des écoles et les enseignants. Il n'y a souvent pas d'échange entre ces deux acteurs clés. Les enseignants ont parfois les besoins et c'est eux qui connaissent mieux les réalités classes et les besoins de formations. Sans cette communication, il sera difficile de donner une formation agricole de qualité. (Entretien du 19 avril 2025).

En plus, autre aspect non pas le moindre de la formation agricole demeure la nécessité de faire le lien entre la recherche et la pratique. La connaissance des performances des variétés ne suffit pas, encore faut-il accompagner les producteurs dans leur mise en œuvre. Comme le souligne un chercheur :

Je peux par exemple dire que cette variété fait 8 tonnes à l'hectare, mais c'est à nous d'expliquer aux producteurs comment faire pour avoir les 8 tonnes. Il faut que nous leur montrions comment se comportent nos variétés, quelles sont les zones qu'il faut proposer ces variétés. Le chercheur n'est pas seulement un théoricien, il doit aussi former les producteurs à développer leur compétence et c'est ce que nous faisons à l'INERA. (entretien du 19 avril 2025).

Enfin, il est à noter que quelques pratiques positives sont à encourager, à savoir la collaboration entre chercheurs, formateurs et agents techniques du ministère de l'Agriculture :

Le journal de la culture et des sciences

Nous les chercheurs, nous collaborons avec les formateurs des agents du ministère en charge de l'agriculture, les étudiants, et ceux qui sont chargés de faire les certifications des semences sont également formés à l'INERA. Je crois que c'est une bonne pratique à encourager car cela nous permet de coordonner nos actions en faveur de l'agriculture. (entretien du 19 avril 2025).

Pour l'amélioration de la formation en agriculture au Burkina Faso, il est crucial d'agir simultanément sur plusieurs fronts : la qualité et l'adéquation des équipements, l'amélioration des infrastructures, la formation continue des producteurs, une meilleure communication entre les acteurs éducatifs et la coordination entre la recherche et la vulgarisation. Ces efforts conjugués permettront de créer un environnement plus favorable à l'acquisition et à la mise en œuvre de compétences agricoles adaptées aux réalités locales.

3. Conclusion

Cet article a analysé la formation en agriculture au Burkina Faso à travers les dispositifs existants et le développement des compétences des acteurs. Les résultats montrent l'existence de plusieurs structures de formation traduisant une volonté réelle de renforcer les capacités agricoles. L'étude met également en évidence l'absence de dispositifs de suivi post-formation, les disparités territoriales dans l'accès à certaines compétences spécialisées, ainsi que les difficultés liées à l'équipement, aux stages pratiques, à la faible coordination institutionnelle et à l'accès à l'innovation constituent des contraintes majeures à l'impact durable des formations.

Les propositions formulées par les acteurs, notamment l'élaboration d'un référentiel national unifié, le renforcement du suivi technique post-formation et la prise en compte du genre, apparaissent comme des leviers essentiels pour améliorer la cohérence et la pertinence des dispositifs. En définitive, l'efficacité de la formation agricole dépend moins de la multiplicité des offres que de leur articulation, de leur contextualisation et de leur capacité à accompagner durablement les acteurs sur le terrain.

4. Références bibliographiques

Kolb, D. A. (1984). *Experiential learning: Experience as the source of learning and development*. Englewood Cliffs, NJ : Prentice Hall.

Le Boterf, G. (2018). *Construire les compétences individuelles et collectives* (7e éd.). Éditions d'Organisation.

MENAPLN. (2019). *Politique nationale de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels*. Ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales, Burkina Faso.

Perrenoud, P. (1997). *Construire des compétences dès l'école*. Paris. ESF

Poudiougou W. D. (2026). **La formation agricole au Burkina Faso face aux dynamiques de compétences et aux contraintes organisationnelles. Revue MAYA, Revue Semestrielle de**

Le journal de la culture et des sciences

l'Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux (INFTS) du Mali, Volume 3, Numéro 1, Juin 2026, pp.12-23.

Tardif, J. (1999). Le transfert des apprentissages. Les Éditions Logiques.

Wittorski, R. (2008). Professionnalisation et développement professionnel. Recherche & Formation, <https://doi.org/10.4000/rechercheformation.786>

Ce document de vulgarisation est tiré de l'article scientifique : « POUDIOUGO W. Désiré. « **La formation agricole au Burkina Faso face aux dynamiques de compétences et aux contraintes organisationnelles** », revue MAYA, Revue Semestrielle de l'Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux (INFTS) du Mali, Volume 3, Numéro 1, Juin 2026, pp.12-23.